



**PRÉFET
DU GARD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires et de la mer**

**Service eau et risques
Unité milieux aquatiques et ressource en eau**

Affaire suivie par : Siegfried CLOUSEAU

Tél. : 04 66 66 62 49

siegfried.clouseau@gard.gouv.fr

Réf : MLC_2020-69

LR/AR n° 26 156 453 0871 7

Nîmes, le

3 - FEV. 2021

Monsieur le maire,

Dans le cadre du contrôle annuel prévu par l'arrêté du 21 juillet 2015¹, la DDTM du Gard a réalisé le contrôle administratif du système d'assainissement d'Aubais. Ce contrôle, relatif aux systèmes d'assainissement sur la base notamment des données d'autosurveillance et des constats réalisés sur le terrain au titre de l'année 2019, visait à l'examen du respect des prescriptions prévues par :

- l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2014 ;
- l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015 ;
- la directive n°91/271/CEE du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines (ERU).

Ce contrôle a fait ressortir que votre système d'assainissement n'est pas conforme à la réglementation pour l'année 2019, pour les motifs détaillés dans le rapport de manquement joint au présent courrier et rappelés en annexe.

En conséquence, il vous appartient de prendre les dispositions nécessaires afin de répondre à ces différents constats, et de mettre en œuvre les actions mentionnées ci-après, selon l'échéancier fixé ci-après.

Monsieur le maire

Mairie

11, avenue Emile Léonard

30 250 - AUBAIS

¹ relatif aux systèmes d'assainissement collectif et aux installations d'assainissement non collectif, à l'exception des installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5

Prescriptions obligatoires à respecter	Délais d'exécution prévus
Transmission à la DDTM du Gard, d'un programme d'actions correctives destinées à mettre en conformité le traitement du phosphore, et son échéancier de réalisation,	Avant le 31 mars 2021
Mise en œuvre des actions correctives précitées	Selon échéancier validé
Réalisation des prescriptions particulières énoncées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral, visant à protéger les captages privés d'eau potables vis-à-vis du risque sanitaire,	Avant le 31 mars 2021
Transmission à la DDTM du Gard et à l'ARS, des informations recueillies et des résultats du suivi des paramètres microbiologiques réalisé sur les captages concernés,	Avant le 31 juin 2021
Transmission à l'agence de l'eau puis à la DDTM du Gard pour validation et signature, du manuel d'autosurveillance du système d'assainissement d'Aubais	Avant le 30 septembre 2021
Mise en place d'un suivi métrologique sur l'ensemble des équipements de l'autosurveillance (débitmètre, préleveurs...) en suivant les prescriptions techniques de l'agence de l'eau. L'ensemble des opérations de suivi métrologiques devra être renseigné dans des fiches de traçabilité disponibles et consultables sur site (format papier ou informatique). Par ailleurs, chaque bilan 24h d'autosurveillance devra faire l'objet d'une procédure de validation selon les critères fixés par l'AERMC, ces validations devront également être consignées dans les fiches de suivi.	permanent
Mise en œuvre d'un diagnostic permanent du système d'assainissement d'Aubais ; la démarche, les données issues de ce diagnostic et les actions entreprises ou à entreprendre pour répondre aux éventuels dysfonctionnements constatés sont intégrées dans le bilan de fonctionnement annuel, à compter de celui de 2025.	Avant le 31 décembre 2024

Je vous invite à me faire part sous 15 jours des remarques qu'appelle le rapport de manquement joint à ce courrier.

Un projet d'arrêté de mise en demeure pris sur le fondement des articles L171-7 et 8 du code de l'environnement pourra vous être transmis à l'issue de ce délai.

En outre, considérant que les non-conformités relevées sont de nature à engendrer des risques sanitaires et environnementaux, et constituant un risque important de contentieux européen, je pourrai faire application des articles L101-2, L111-11, R111-2 et R111-8 du code de l'urbanisme en m'opposant aux autorisations d'urbanisme et à l'ouverture à l'urbanisation de nouveaux secteurs lors de l'établissement ou la révision des documents d'urbanisme, sur les secteurs desservis par ce système d'assainissement.

Enfin, je tiens à vous rappeler que, conformément à l'article 112 de la loi NOTRe, si la non-conformité relevée aboutit à une condamnation de la France par la cour de justice de l'Union Européenne pour manquement à l'obligation fixée par la directive ERU, la responsabilité financière de votre collectivité pourra être engagée dans le cadre de l'action récursoire.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de ma considération distinguée.

Le préfet,

Pour le Préfet et par délégation
le Directeur Départemental
des Territoires et de la Mer du Gard

André HORTH

PJ : Rapport de manquement administratif

Copies adressées à :

- agence de l'eau, office français de la biodiversité
- agence régionale de santé, DDTM : SAT-C et SAT-SU

89, rue Weber – 30907 NIMES CEDEX 2

Tél : 04 66 62 62 00 - Fax : 04 66 23 28 79 - www.gard.gouv.fr

ANNEXE TECHNIQUE

Analyse de la conformité au titre de l'année 2019

Ce contrôle a fait ressortir que le système d'assainissement d'Aubais n'est pas conforme à la réglementation pour l'année 2019, pour les motifs suivants :

- falsification des résultats des bilans d'autosurveillance,
- la concentration moyenne annuelle sur le phosphore total ne respecte pas le niveau de rejet prescrit par l'arrêté préfectoral (2,14 mg/l > 2 mg/l), et le rendement moyen est insuffisant (65 % < 80%),
- aucun résultat des analyses bactériologiques prescrites par l'arrêté préfectoral au niveau des captages d'eau privés voisins à la fréquence trimestrielle, n'a été transmis à l'ARS, ni l'inventaire des dispositifs d'assainissement autonomes existants,

Autres points d'attention :

Conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 21 juillet 2015, la station de traitement des eaux usées doit être dimensionnée de façon à traiter :

- la charge brute de pollution organique (CBPO) en entrée de station, correspondant à la charge organique relevée en moyenne sur la semaine la plus chargée de l'année,
- l'ensemble des volumes journaliers reçus inférieurs ou égaux au débit de référence.

Au regard des données d'autosurveillance de 2019, les charges entrantes représentent environ 32 % de la capacité nominale de la STEU d'Aubais s'agissant des flux de pollution, et 65 % s'agissant des flux hydrauliques.

Service eau et risques

89 rue Weber
30907 NIMES cedex

RAPPORT DE MANQUEMENT
Résultats d'autosurveillance 2019 de
l'agglomération d'assainissement d'Aubais

Dossier suivi par :
Marie-Laure CLEMENTZ
Mél : marie-l.clementz@gard.gouv.fr

Tél. : 04.66.62.62.08.
Fax : 04.66.23.28.79.

Réf. :

Objet	Analyse de la conformité du système d'assainissement de la collectivité au titre de l'année 2019
Date _ Lieu	8 octobre 2020 à la DDTM du Gard à Nîmes
Contexte	Vérification documentaire de la conformité au vu des résultats d'autosurveillance obligatoires et des constats sur le terrain réalisés au titre de la Loi sur l'Eau
Présents	ML CLEMENTZ agent S.E.R.
Actes administratifs associés	Directive ERU n°91/271/CEE du 21 mai 1991 Code de l'Environnement Arrêté ministériel du 21 juillet 2015 Arrêté préfectoral du 15 septembre 2014
Observations	<p>I - Analyse de la charge organique:</p> <p>Le guide de définitions, relatif à l'application de la Directive 91/271/CEE du 21 mai 1991, fixe le mode de calcul de la Charge Brute de Pollution Organique (CBPO). Cette charge correspond à la valeur la plus élevée de l'année.</p> <p>En 2019, la CBPO retenue s'élève à 58 kg/j de DBO₅ soit à 968 Équivalents Habitants (EH), ce qui représente environ 32 % de la capacité nominale de la STEU.</p> <p>La CBPO retenue pour l'année 2019 révèle que la capacité de traitement résiduelle de la STEU d'Aubais est encore conséquente sur le plan organique.</p> <p>II – Analyse de la charge hydraulique :</p> <p>Le percentile 95 des débits entrants sur la STEU sur 1 an (2018), pris en compte comme débit de référence pour l'année 2019, est de 392 m³/j, représentant donc environ 65 % du débit nominal de la STEU.</p> <p>Pour information, le débit de référence à prendre en compte pour l'année 2020 sera de 324 m³/j.</p> <p>Selon les valeurs observées disponibles, la STEU d'Aubais n'est pas en situation de surcharge sur le plan hydraulique.</p>

III – Autosurveillance et niveau de rejet :

1/ Conformité du système de traitement des eaux usées

Conformément aux dispositions de l'arrêté du 21/07/2015 et de l'arrêté préfectoral, au moins 12 bilans 24h ont bien été réalisés durant l'année 2019 sur les paramètres DBO₅, DCO (Demande Chimique en Oxygène) et MES (Matières en Suspension), et au moins 4 sur les paramètres azotés et le phosphore total, aux dates prévues dans le planning fourni pour l'année 2019, à l'exception du bilan prévu le 02/08/2019 qui a été reporté au 22/09/2019, sans demande justifiée de report préalable.

-Les résultats obtenus sur les bilans réalisés révèlent que le niveau de rejet prescrit par l'arrêté préfectoral sur le phosphore total (PT) a été dépassé, avec une concentration moyenne annuelle de 2,14 mg/l (>2 mg/l) et un rendement moyen de 65 % insuffisant (< 80%).

Les performances globales de la STEU ne respectent donc pas les normes de rejet autorisées. De plus, l'exploitant a tenté de falsifier les données obtenues sur le PT pour tenter de dissimuler ces mauvais résultats au service en charge du contrôle. Ces tentatives de fraude ont toutefois été révélées par le maître d'ouvrage dès qu'il en a eu connaissance.

-D'autre part, l'arrêté préfectoral du 15/09/2014 prescrit la réalisation d'investigations complémentaires au dossier de déclaration, comprenant le recensement des éventuels captages privés d'eau potable susceptibles d'être impactés par les rejets de la nouvelle STEU, et l'évaluation des risques de contamination par ces rejets par rapport aux dysfonctionnements éventuels des dispositifs d'assainissement autonomes de ces habitations. Le bilan de ces investigations devait être transmis à l'ARS dans les 6 mois suivant la mise en service de la station. En outre, un suivi de la qualité sanitaire de l'eau de ces captages devait être réalisé pendant les 2 années suivant cette mise en service, à la fréquence trimestrielle, et les résultats transmis à l'ARS.

Or, depuis la mise en service de la nouvelle STEU d'Aubais en avril 2018, aucune des informations demandées et aucun résultat d'analyse bactériologique n'ont été transmis à l'ARS.

2/ Conformité du système de collecte

Le système de collecte de l'agglomération d'assainissement d'Aubais n'étant pas pourvu de points de rejet soumis à autosurveillance, aucune information relative à des déversements du système de collecte des eaux usées n'est disponible pour l'année 2019.

IV. Diagnostic du système d'assainissement

Pour l'application de l'article R. 2224-15 du code général des collectivités territoriales, le maître d'ouvrage établit un **diagnostic périodique** du système d'assainissement des eaux usées suivant une fréquence n'excédant pas **dix ans**.

Selon les éléments portés à notre connaissance, la dernière étude de diagnostic portant sur le système d'assainissement dans son ensemble (STEU+collecte) a été réalisée en 2016.

Il convient cependant de noter qu'en application de l'article 9 de l'arrêté du 31 juillet 2020 modifiant l'arrêté du 21 juillet 2015, pour les systèmes d'assainissement destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique supérieure ou égale à 120 kg/ j de DBO₅, le maître d'ouvrage est tenu de mettre en place et de tenir à jour le **diagnostic permanent** de son système d'assainissement. Pour les systèmes d'assainissement existants destinés à collecter et traiter une charge brute de pollution organique inférieure à 600 kg/ j de DBO₅ et supérieure ou égale à 120 kg/ j de DBO₅, ce diagnostic est établi au plus tard **le 31 décembre 2024**.

	<p align="center">V. Exploitation / contrôle des dispositifs d'autosurveillance</p> <p>Conformément à l'article 21 de l'arrêté du 21/07/2015, une expertise technique du dispositif d'autosurveillance (CDA) a été réalisée sur le système d'assainissement d'Aubais le 16/12/2019. Des défauts ont été relevés sur les dispositifs d'autosurveillance lors de cet audit, notamment sur le préleveur d'entrée, dont la carte électronique permettant l'asservissement au débit était déconnectée lors du contrôle, et sur le système qualité, jugé insuffisant pour les motifs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - absence de manuel d'autosurveillance validé, - aucune fiche de traçabilité n'a pu être transmise par l'exploitant concernant le suivi métrologique des équipements de l'autosurveillance, ni de traçabilité des bilans 24heures. <p>Le défaut sur le préleveur a été corrigé par l'exploitant à la suite du contrôle mais le rapport ne précise pas depuis combien de temps ce dysfonctionnement durait. De plus, il est rappelé que la rédaction d'un manuel d'autosurveillance dans un délai de 6 mois suivant la mise en service de la nouvelle STEU était prescrite par l'arrêté préfectoral du 15 septembre 2014.</p>
Conclusion	<p>Compte tenu des constatations faites sur les performances de la STEU et de la non-réalisation de certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral, le système d'assainissement d'Aubais a été déclaré non conforme en performances, pour l'année 2019, aux dispositions prévues par la réglementation applicable et susvisée.</p> <p>En conséquence, il est demandé à la collectivité de mettre en œuvre les actions correctives ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ la transmission à la DDTM du Gard d'un programme d'actions correctives destinées à mettre en conformité le traitement du phosphore, et réalisation des travaux précités, ➤ la réalisation des prescriptions particulières énoncées à l'article 4 de l'arrêté préfectoral, visant à protéger les captages privés d'eau potables vis-à-vis du risque sanitaire, et la transmission à la DDTM du Gard et à l'ARS, des informations recueillies et des résultats du suivi des paramètres microbiologiques réalisé sur les captages concernés, ➤ la rédaction d'un manuel d'autosurveillance du système d'assainissement d'Aubais et sa transmission à l'agence de l'eau puis à la DDTM du Gard, pour validation et signature, ➤ la mise en place d'un suivi métrologique sur l'ensemble des équipements de l'autosurveillance (débitmètre, préleveurs...). Ce suivi devra être réalisé en suivant les prescriptions techniques de l'agence de l'eau. L'ensemble des opérations de suivi métrologiques devra être renseigné dans des fiches de traçabilité disponibles et consultables sur site (format papier ou informatique). Par ailleurs, chaque bilan 24h d'autosurveillance devra faire l'objet d'une procédure de validation selon les critères fixés par l'AERMC, ces validations devront également être consignées dans les fiches de suivi. <p>La collectivité met en œuvre ces actions correctives, selon l'échéancier indiqué.</p>
Suites envisagées	Signature d'un arrêté de mise en demeure de vous conformer à vos obligations

Le présent rapport est transmis à l'intéressé, qui est invité à faire part de ses observations sous 15 jours.

Vérifié par Siegfried CLOUSEAU,
le 15 janvier 2021